**Idées populaires pour la convention citoyenne sur le climat**

Bixiou

Cette tribune est un message destiné aux personnes tirées au sort pour nous représenter lors de la convention citoyenne, de la part de quelqu’un qui s’intéresse beaucoup aux politiques climatiques. Je suis régulièrement la [retransmission](https://www.conventioncitoyennepourleclimat.fr/) des débats de la convention et je dois avouer que je vous adore : le travail que vous fournissez est remarquable ! J’ai bon espoir que grâce à vous, la France se dote enfin d’une politique climatique digne de ce nom, et surtout juste socialement. Voici quelques idées pour vous aider dans cette tâche.

Tout d’abord, je suis tout à fait d’accord avec quelque chose qui revient souvent dans vos débats : il est indispensable d’informer les gens afin que les mesures prises soient comprises et acceptées. Une étude récente[[1]](#footnote-1) indique que les Françaises et les Français sont loin de comprendre tous les enjeux associés au changement climatique, et que leur soutien aux politiques climatiques serait accru si les faits scientifiques étaient mieux connus. Voici la première idée : une campagne d’information massive et durable, afin que tout le monde acquière une compréhension satisfaisante des problèmes sociétaux et des solutions possibles (en incluant au passage d’autres enjeux que le changement climatique). Pourquoi ne pas imposer aux principales chaînes de télévision et de radio la diffusion régulière de documentaires, disons tous les mardis de 21h à 23h par exemple ? La convention pourrait peut-être proposer de soumettre cette proposition à referendum !

La convention citoyenne montre bien que lorsque c’est la population qui réfléchit directement aux politiques climatiques, la justice sociale est sur toutes les lèvres. Et c’est bien normal de marier justice sociale et climat : lorsqu’on se soucie du sort des générations futures, il serait absurde d’oublier les injustices actuelles ; d’autant plus quand les politiques climatiques font des perdants chez les moins riches d’entre nous. Alors pour ma deuxième suggestion, je voudrais enjoindre la convention à être audacieuse, et à montrer à ce gouvernement et au monde entier comment ça se passe, lorsque c’est le peuple qui décide ! Hausse de la prime d’activité pour que les smicards gagnent 1500€/mois, financée par : rétablissement de l’ISF et de l’*exit tax*, hausse de l’impôt sur le revenu des 10 % les plus riches, fin de l’exemption d’impôt sur le revenu pour les dividendes, taxation des bénéfices des sociétés en fonction de là où elles font leur profit et pas là où elles le déclarent (pour lutter contre l’évasion fiscale)… les solutions sont nombreuses pour redistribuer les richesses. Si les plus riches l’étaient moins, et polluaient autant que la moyenne, on aurait déjà fait un grand pas pour réduire nos émissions ! Les gens sont prêts à faire des sacrifices pour le changement climatique (manger moins de viande, prendre moins la voiture…), mais à condition de ne pas être les dindons de la farce !

Mais ne nous leurrons pas, ce qui est vrai à l’échelle nationale, est tout aussi vrai à l’échelle mondiale. Les plus riches, et à travers eux les pays riches, ont une dette morale vis-à-vis du reste de l’humanité, qui va subir les conséquences climatiques d’émissions dont ils sont largement responsables. Donc c’est bien aux pays riches de financer le surcoût que représentent pour les pays à bas revenus les infrastructures non polluantes. Le [Fonds vert pour le climat](https://www.greenclimate.fund/how-we-work/resource-mobilization) a été créé dans ce but, mais les versements des pays riches n’ont totalisé que 10 milliards de dollars en quatre ans, très loin des 100 milliards de dollars annuels promis pour 2020. Aujourd’hui, j’ai honte que mon pays ne tienne pas sa parole. Mais demain qui sait, la convention citoyenne nous fera peut-être honneur en actant notre solidarité entre humains, et en portant la contribution de la France à sa juste part (au moins 8 milliards par an), afin qu’une transition écologique s’amorce partout dans le monde. Et pour inciter tous les pays à lutter contre le changement climatique, on pourrait lancer un défi au reste du monde : le pays qui aura fait le plus d’efforts d’ici 2050 pour contenir ses émissions gagnera la compétition, et les autres pays lui octroieront une rémunération symbolique, par exemple en affichant son drapeau sur tous leurs bâtiments publics pendant un an. L’idée est que la compétition entre pays se joue sur la vertu plutôt que sur la richesse.

À l’échelle nationale, une panoplie de mesures doit être prise afin de réduire drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre, et ça va être le cœur du travail de la convention. Voici quelques références qui pourront vous être utiles, je me suis beaucoup inspiré du super [article de Txetx Etcheverry](https://reporterre.net/Jaunes-verts-memes-coleres?fbclid=IwAR2l6pNRwmjeMzh203Cy9fkfvsfJFOLCAL37x9kZkweT4rSvKTjaKmtAYxk) dans reporterre :

* Le [scénario négaWatt](https://negawatt.org/IMG/pdf/synthese_scenario-negawatt_2017-2050.pdf) insiste sur les économies d’énergie rendues possibles par une révision à la baisse du dimensionnement de nos équipements ainsi que par leur mutualisation, mais également par un allongement de leur durée de vie.
* Le [rapport Sidler](https://negawatt.org/telechargement/Docs/Sidler%20Renovation%20final%201107.pdf) préconise de rendre obligatoire l’[isolation](https://theshiftproject.org/wp-content/uploads/2017/05/tsp_-_gt_renovation_thermique_du_batiment_v3.4.pdf) des bâtiments lors de leur revente (et des copropriétés avant une certaine échéance). Les propriétaires pourraient en échange bénéficier de la suppression de la taxe de publicité foncière (qui constitue l’essentiel des frais de notaires et correspond au coût des travaux requis : [10 millairds](http://deepdecarbonization.org/wp-content/uploads/2015/09/DDPP_FRA.pdf) annuels), selon une idée proche d’une [contribution citoyenne](https://contribuez.conventioncitoyennepourleclimat.fr/processes/se-loger/f/5/proposals/259).
* L’offre de [transports en commun](https://theshiftproject.org/wp-content/uploads/2017/09/2017-09-14_RAPPORT-D%C3%A9carboner-la-mobilit%C3%A9-dans-les-zones-de-moyenne-densit%C3%A9_TSP_WEB-V2.pdf) devrait être étendue, [en particulier](https://www.parisschoolofeconomics.eu/fr/economie-pour-tous/grand-public/5-articles-en-5-minutes/octobre-2019/des-politiques-spatiales-pour-repondre-a-l-urgence-climatique-forme-taille-des-villes-et-empreinte-carbone-des-menages-motorises-en-france?fbclid=IwAR2mOsTQiTEd-zvLbpJDs4Nv2FwxY7zpXE3bfDf0Gsu4dNYgIdZ6jHGrVgA) dans les villes moyennes (autour de 100 000 habitants), et l’usage du [vélo](https://theshiftproject.org/article/plan-velo-peut-beaucoup-mieux-faire/) devrait être facilité.
* Le kérosène pourrait être taxé, ainsi que toutes les sources de gaz à effet de serre, et les recettes générées pourraient être [reversées](http://www.cae-eco.fr/IMG/pdf/cae-note050v2.pdf) à la moitié des ménages les plus modestes.

Bon nombre de ces mesures sont coûteuses. Mais c’est juste une question de volonté politique de trouver des financements dans un pays riche comme le nôtre qui dispose de main d’œuvre disponible et bien formée. Les investissements écologiques peuvent être financés par des crédits subventionnés par la puissance publique. Des [propositions](https://www.pacte-climat.eu/fr/un-projet-de-traite/) en ce sens ont déjà été formulées à l’échelle européenne, et plusieurs montages peuvent être envisagés en France, tels qu’une garantie de la Caisse des dépôts et l’émission de [dette publique](http://www.cepii.fr/PDF_PUB/pb/2015/pb2015-06.pdf). Dans un contexte de chômage élevé et de taux d’intérêt proches de zéro, une telle approche permettrait de créer des emplois sans risque d’inflation et sans constituer un fardeau pour les contribuables futurs.

1. cf. la note Cepremap. TODO [↑](#footnote-ref-1)